



Vive le PCF (mlm) !

Le sixième congrès de l'Internationale Communiste

L'organisation du congrès

Entre le cinquième et le sixième congrès, il s'est déroulé plusieurs années. Le premier congrès avait eu lieu en 1919, le second en 1920, le troisième en 1921, le quatrième en 1922, le cinquième en 1924. Le sixième se tint quant à lui en 1928.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que l'Internationale Communiste ne fonctionnait pas ou que la direction était paralysée. Le Comité Exécutif s'était réuni cinq fois entre le cinquième et le sixième congrès, dont trois fois de manière élargie (soit avec successivement 281, 246 et 195 délégués, contre 75 et 72 délégués pour les deux sessions normales).

Cependant, un écart de plusieurs années entre les congrès était une première et c'est très lourd de sens. Il s'est passé de nombreuses choses dans l'Internationale Communiste et la tenue du congrès s'en est vue d'autant repoussé.

La raison principale est que l'élan de la vague révolutionnaire mondiale avait modifié son centre de gravité. Ce n'était plus l'Europe qui était en ébullition, mais certains pays asiatiques. Il fallait donc impérativement que l'Internationale Communiste parvienne enfin à concrétiser son orientation en faveur des peuples opprimés par les pays impérialistes.

Cependant, cela allait de pair avec l'émergence d'un esprit de capitulation, tant en URSS que dans les rangs communistes des pays européens. Ce qu'on appelle le trotskysme était apparu et rejetait l'idée que l'URSS puisse se maintenir et la vague révolutionnaire se prolonger dans les pays d'Asie sous la forme de révolutions démocratiques anti-impérialistes.

Le trotskysme prônait la « révolution permanente », c'est-à-dire la révolution socialiste comme objectif immédiat et mondial ; il se présentait ainsi comme ultra-révolutionnaire, alors qu'il ne reflétait que la capitulation devant les nouvelles tâches.

Zinoviev, qui avait dirigé l'Internationale Communiste depuis ses débuts, n'était pas en accord avec le trotskysme, mais il avait porté lors des cinq premiers congrès un certain « urgentisme ». Cela le fit converger avec le trotskysme et, pour cette raison, il fut remplacé par Nicolas Boukharine. C'est ce dernier qui orchestra le congrès.

Celui-ci se tint du 17 juillet au 1^{er} septembre 1928 ; le mouvement communiste international avait alors atteint une dimension significative. Les Partis membres ou sympathisants de l'Internationale Communiste regroupaient alors 1 789 859 membres ; leurs organisations de jeunesse avaient 2 225 300 membres.

Le congrès rassembla 515 délégués de 57 pays ; 372 eurent le droit de vote en tant que tel, 143 seulement un vote à valeur consultative.

La répartition des voix obéissait encore à un savant calcul alliant l'importance du Parti, du pays, de la situation. On peut lire, à travers le nombre de voix, l'évaluation faite par l'Internationale Communiste de ses différentes sections.

La partie russe de l'URSS dispose de 50 voix, l'Internationale Communiste de la Jeunesse 30 voix.

La France a 31 voix (dont trois pour l'Indochine, trois pour l'Algérie, une pour la Tunisie) ; l'Allemagne a 25 voix, tout comme la Tchécoslovaquie.

La Chine a 20 voix, tout comme les États-Unis. L'Angleterre a 19 voix, l'Italie a 18 voix, la Pologne a 14 voix. L'Ukraine soviétique a 9 voix, la Suède 8 voix, la Finlande 7 voix, la Bulgarie 6 voix, le Japon 5 voix.

La Yougoslavie a 4 voix, tout comme l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Roumanie, et la Biélorussie soviétique.

L'Inde a 3 voix, tout comme l'Indonésie et le Mexique, mais également comme les Pays-Bas, l'Union sud-africaine, le Danemark, la Suisse, ainsi que la Géorgie soviétique et l'Azerbaïdjan soviétique.

Ont 2 voix la Grèce, la Perse, le Brésil, la Colombie, la Lituanie ; ont 1 voix le Chili, l'Arménie, l'Espagne, la Turquie, la Palestine, l'Irlande, la Lettonie et l'Uruguay.

N'ont pas pu venir les délégués d'Australie, de Corée, de Cuba, d'Égypte et du Portugal.

Ces délégués relèvent d'un certain renouvellement. 114 d'entre eux avaient été présents au Ve congrès, 82 au IVe, 71 au IIIe, 37 au IIe, 10 au premier. L'écrasante majorité a entre 20 et 40 ans, signe d'un élan dans la jeunesse.

La moitié des délégués étaient des ouvriers, autour de 25 % des professions libérales, un peu moins de 20 % des employés, 3 % des paysans. Par contre, 96 % étaient des hommes, ce qui fut considéré bien entendu comme un problème de fond.

La nature du congrès

Le sixième congrès de l'Internationale Communiste présente deux aspects formant une contradiction préfigurant toute l'évolution à venir.

D'un côté, on a pour la première fois des présentations vraiment denses de la situation de chaque pays par les délégués. Il ne s'agit pas de courts descriptifs, mais de présentation synthétique du

niveau de développement économique et politique, de la situation et de ses enjeux, des questions de fond, etc.

Cela repose sur une véritable activité communiste, avec une vraie recherche de mise en perspective, en se fondant sur l'expérience révolutionnaire russe. La vie des Partis Communistes a clairement commencé et un réel contenu se pose comme programmatique, analyse politique.

Boukharine résume cela en disant que :

« Actuellement, l'Internationale Communiste ne se contente plus de propagande ; cette organisation puissante est une organisation agissante. Elle s'appuie sur la dictature du prolétariat en Russie et sur les innombrables cohortes du prolétariat, qui luttent dans les autres pays; elle s'est déjà répandue dans le monde entier, elle est à la tête d'une lutte grandiose en Asie, elle représente une telle force, que la bourgeoisie mondiale organisée doit se protéger furieusement contre le danger communiste. »

De l'autre côté, ce qu'on a gagné dans chaque pays a été perdu au niveau général. L'Internationale Communiste avait initialement cherché à faire le forcing à tout prix, en considérant que la vague de la révolution mondiale allait triompher à court terme.

Cela a produit, en plus d'une situation déjà marquée par des courants éclectiques, un renforcement des courants droitiers et d'ultra-gauche.

Or, alors que le congrès précédent s'était tenu en 1924, il était tout à fait clair, cette fois, que la vague révolutionnaire se prolongeait, mais n'avait pas eu l'effet escompté de succès rapides de grande ampleur.

Le centre de gravité était passé dans les colonies et la révolution chinoise avait acquise une importance absolument fondamentale.

Le sixième congrès de l'Internationale est ainsi un congrès charnière, où son initiative apparaît comme devant se prolonger, s'ancrer dans le temps. Pour cette raison, l'Internationale Communiste produit à ce congrès un programme et des statuts.

C'est là quelque chose de nouveau, preuve d'une cimentation de l'initiative, ce qui provoquera une critique de la part des courants droitiers et gauchistes, qui y verront bien entendu une ossification, un dévoiement, un recul, etc.

Cela implique également un regard différent sur le parcours de la crise générale du capitalisme et, pour ce faire, l'Internationale Communiste va développer le concept de stabilisation relative, tout en l'alliant avec le principe d'une prochaine guerre mondiale inéluctable.

L'ordre du jour fut ainsi le suivant :

- a) Rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (avec comme rapporteur Boukharine) ;
- b) Rapport du Comité Exécutif de la Jeunesse Communiste Internationale (avec comme rapporteur l'Autrichien Richard Schuller) ;

- c) Rapport de la Commission Internationale de Contrôle (avec rapporteur le Letton Pēteris Stučka) ;
- d) Mesures contre le danger de guerre impérialiste (avec comme rapporteur l'Écossais Tom Bell) ;
- e) Le mouvement révolutionnaire dans les colonies (avec comme rapporteurs le Finlandais Otto Kuusinen et l'Italien Ercoli, c'est-à-dire Palmiro Togliatti) ;
- f) La situation de l'URSS et du Parti communiste russe (avec comme apporteurs le Hongrois Eugen Varga et l'Ukrainien Dmitri Manouïlski) ;
- g) Élections.

C'est Boukharine qui ouvre et ferme le congrès ; c'est également lui qui pose le cadre.

Le rôle et la position de Boukharine avec le concept de troisième période

Boukharine était une figure importante du Parti bolchevik et, qui plus est, un véritable théoricien. Il pensait que le socialisme pouvait se construire en URSS et à ce titre il a soutenu Staline dès le départ.

Boukharine était cependant largement influencé par l'austro-marxisme et les conceptions social-démocrates d'un capitalisme « organisé ». Il raisonnait en termes d'« organisation » pour évaluer les phénomènes.

N'ayant pas confiance dans l'alliance ouvrière-paysanne en URSS, il était favorable au maintien de la NEP permettant un certain capitalisme et s'opposait à la ligne d'une industrialisation rapide.

Au sens strict, son accession à la direction de l'Internationale Communiste correspond à l'écrasement dans le PCUS(b) des forces d'ultra-gauche et lui-même, n'ayant pas une approche correcte, s'est transformé en porte-parole de l'aile droite, qui veut temporiser et refuse le jusqu'aboutisme liquidateur de Trotsky.

On a un bon résumé de ce processus par Dmitri Manouïlski, dans le cadre de sa longue présentation de la situation en URSS, un moment classique de chaque congrès.

Dmitri Manouïlski souligna que le combat mené contre le trotskysme en URSS a une incidence internationale et qu'il correspond à toute une séquence historique :

« L'opposition trotskyste n'a pas été une apparition de signification simplement « nationale ». La lutte contre l'opposition trotskyste a été menée sur l'ensemble du front international.

L'absence de croyance en la cause de la construction socialiste en Union Soviétique, qui est caractéristique de nos courants oppositionnels, était entrelacé de manière étroite avec des courants pusillanimes, défaitistes, qui ont été produits dans le mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest en raison des événements de 1923 en Allemagne, de la défaite de la grève générale anglaise et par le repli temporaire de la grande révolution chinoise.

L'opposition trotskyste, pour cette raison, non seulement reflétait la pression des classes non prolétariennes de notre pays [qu'est l'URSS], mais reproduisait dans le zig zag historique de sa politique la pression plus élevée du capital mondial sur l'ensemble du prolétariat international et sur sa forteresse révolutionnaire ayant pris la forme de l'URSS.

Les racines de l'idéologie trotskyste ne reposaient pas seulement dans les rapports de classe en Union Soviétique, mais bien plus profondément, elles reposaient dans la situation objective qui s'est produite après le reflux de la première vague révolutionnaire.

La lutte contre l'opposition, partant de là, n'était pas une exportation artificielle de la question russe dans les sections ouest-européennes, mais le résultat d'une retombée autonome dans une social-démocratie revivifiée dans les Partis ouest-européens.

L'offensive de l'opposition en URSS n'a fait qu'accélérer ce processus. »

Le sixième congrès est ainsi marqué par le fait de surmonter un courant, le trotskysme (synonyme d'ultra-gauche avec différentes variantes), qui a été incapable de suivre le rythme de la révolution mondiale.

À ce titre, une partie très importante du congrès – plus d'un quart – est consacrée au bilan. Il est d'usage qu'un congrès s'ouvre par un compte-rendu de l'activité de la direction, compte-rendu validé (ou pas) par le congrès. Cependant, ici, un accent particulier est mis sur l'évaluation du bilan récent, prétexte à une analyse du bilan général.

C'est Boukharine qui se charge du compte-rendu, en tant que chef de file de l'Internationale Communiste en remplacement de Zinoviev, et la première chose qu'il fait, c'est de souligner la différence entre plusieurs périodes.

La première a consisté en la période de crise aiguë, culminant en 1920-1921 et se terminant en 1923. C'est la révolution d'Octobre, les soulèvements en Finlande, en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, les événements révolutionnaires de Japon et de Corée, les occupations d'usine italiennes, etc.

La seconde période part de l'échec de la vague révolutionnaire dans les pays d'Europe de l'Ouest et consiste en une offensive du capital. Il a été obtenu une stabilisation économique relative du capitalisme, alors que le centre de gravité passait dans les pays coloniaux (Maroc, Syrie, surtout la Chine, etc.).

La troisième période, qui s'ouvre de fait de manière nouvelle, consiste pour Boukharine en la « reconstruction capitaliste », avec une réorganisation d'un côté, un développement technique de l'autre. Dans ce cadre, le capitalisme constate le formidable développement de l'URSS qui lui fait face, alors que les États-Unis deviennent son bastion. La vague révolutionnaire mondiale continue, dans ce cadre, en se situant désormais dans les pays dominés, principalement en Asie, notamment en Chine.

Si l'on s'arrête à cela, tout est juste et Boukharine a été le levier pour parvenir à suivre correctement le processus de la crise générale du capitalisme.

Cependant, Boukharine a sa propre vision des choses et ajoute un élément de plus : le capitalisme a, selon lui, changé de forme. La « reconstruction capitaliste » aurait modifié la situation du capitalisme, qui serait parvenu à un stade organisé.

Boukharine et la stabilisation relative comme capitalisme transformé

Au sixième congrès de l'Internationale Communiste, Boukharine fait triompher l'évaluation de la situation comme quoi le capitalisme connaît une stabilisation relative.

S'il a été nommé, c'est parce que contrairement aux courants ultra-gauchistes, lui assume que la crise générale du capitalisme connaît des modifications dans ses expressions. Loin de la phraséologie ultra-révolutionnaire coupée des réalités, il assume la complexité du travail à mener.

Dans son allocution, il précise ainsi que :

« Notre tâche s'est compliquée jusqu'à l'extrême.

Le premier élan, la première grande vague révolutionnaire, qui s'est avancée à travers l'Europe, a abouti à la défaite de la classe ouvrière des pays capitalistes.

Les perspectives de faillite immédiate du capitalisme ont été remplacées par d'autres perspectives quelque peu différentes.

Nous avons vérifié la justesse des vues de Lénine, qui estimait que, pour la bourgeoisie, il n'y avait pas de situation sans issue : la bourgeoisie, dans un des pays qui ont été le plus soumis à l'influence du mouvement révolutionnaire, a su se tirer d'affaire.

Le capitalisme se hâte actuellement de construire ses forteresses, le capitalisme s'arme avec précipitation. Il construit et s'arme en même temps.

La chute du capitalisme ne s'est pas réalisée en ligne droite, mais sous un mouvement en zig-zag, par des améliorations partielles de certaines parties du système capitaliste, il passe par ce que nous appelons la stabilisation capitaliste partielle.

Il s'en est résulté, pour le mouvement communiste, de nouvelles difficultés considérables ; de nouveaux problèmes se sont posés devant l'Internationale communiste.

L'Internationale communiste en bloc et pour chacun des partis qui la composent, a dû imaginer et élaborer une tactique extrêmement complexe de préparation et de mobilisation des forces de la classe ouvrière.

L'Internationale communiste a dû chercher dans la vie quotidienne, en se basant sur le développement des contradictions de la stabilisation capitaliste, les moyens de mobiliser

les masses pour une nouvelle vague et de porter au capitalisme un nouveau coup cette fois encore plus grandiose et plus destructif. »

Ce qui est dit là correspond au triomphe sur le trotskysme. Boukharine insère toutefois dans cette vision des choses sa propre interprétation d'un capitalisme qui, pour lui, a changé de forme.

Boukharine utilise un argument très précis. Il dit que le principe d'une troisième période se justifie par le fait que le niveau d'avant-guerre a de nouveau été dépassé par la production capitaliste. Cela signifie pour lui qu'il y a eu une réorganisation de l'économie capitaliste, qu'une étape a été passée.

Il explique que le capitalisme américain se développe incroyablement tout en employant moins d'ouvriers (production plus grande de 26 % entre 1919 et 1927, pour 11 % d'ouvriers en moins), qu'en Allemagne le capitalisme s'est relancé notamment grâce au progrès technique, que la France se transforme en puissance industrielle, que même la Grande-Bretagne a un capitalisme qui se relance dans certains secteurs malgré la fragilisation de son empire, etc.

Boukharine souligne notamment comment les États-Unis développent le travail à chaîne, utilisent de nouvelles machines et de nouveaux appareils, ont une production électrique qui a pratiquement quintuplé, etc.

Il explique alors que le capitalisme reprend en général et ce de manière organisée. Il attribue cette « reconstruction » à la formation de monopoles, de consortiums bancaires immenses et, depuis la guerre, à des « tendances capitalistes d'État grandissantes de tout type ».

Il assume ouvertement cette conception capitaliste d'État dans son bilan, dès le départ, au moment de l'évaluation de la situation. C'est une véritable thèse politique. Boukharine parle de :

« l'excroissance des organisations économiques de la bourgeoisie impérialiste avec ses organes d'État ».

Boukharine dit ainsi d'un côté qu'il y a une stabilisation du capitalisme, qu'elle est relative car la crise continue, mais de l'autre il affirme que cette stabilisation n'est pas momentanée et que la crise n'est plus là, mais va revenir de manière encore plus prononcée.

Boukharine modifie concrètement la thèse de la crise générale du système capitaliste mondiale. Il dit : on pensait que le capitalisme était en train de s'effondrer, puis finalement on a constaté une stabilisation « relative », mais comme le capitalisme continue voire reprend sa marche, alors cette conception « relative » n'a plus de sens ou bien un sens forcément différent.

Cela préfigure la thèse révisionniste, développée par Eugen Varga par la suite, du « capitalisme monopoliste d'État » dans les années 1950-1960.

Qui plus est, la social-démocratie va dans les années 1920 exactement dans ce sens-là. Boukharine le sait très bien et il s'empresse de souligner que lui, à la différence de la social-démocratie ne dit pas que la crise générale est terminée ; selon lui elle se prolonge, mais sa forme a changé.

La période de la guerre et de l'après-guerre aurait amené des « modifications essentielles » dans la construction du capitalisme. L'URSS serait elle-même une preuve, comme corps étranger, du changement de cette construction.

On aurait donc une situation où les tensions s'aggravent de fait, car la moindre grève a un impact sur un État devenant une excroissance des monopoles.

La révolution consiste alors en l'appropriation de ce capitalisme d'État, qui par ailleurs est en concurrence avec les autres capitalismes d'État, d'où l'inévitabilité de la guerre.

Cette lecture passée en contrebande au sein du congrès de l'Internationale Communiste ne tiendra pas longtemps ; il se fera débarquer en avril 1929.

La question de la social-démocratie

Si Boukharine a une conception du « capitalisme d'État » qui substantiellement est la même que celle de la social-démocratie, cela doit également beaucoup au fait que celle-ci ne s'est pas effondrée, comme l'Internationale Communiste l'avait déduit de la situation nouvelle.

D'un côté Boukharine est influencé par la social-démocratie, de l'autre c'est un moyen d'expliquer le maintien de celle-ci.

Selon Boukharine, le capitalisme est désormais caractérisé par des « tendances au capitalisme d'État » dans le cadre d'une centralisation du capital parallèle au développement des forces productives. Cela forme une stabilité réelle qui est, pour lui, la cause du maintien de la social-démocratie.

Boukharine ajoute également un autre aspect à cette question de la corruption par un capitalisme qui fonctionne : il souligne l'imbrication de la social-démocratie dans des institutions nouvelles, dans le cadre du rapport capital-travail.

Or, si l'on regarde bien là, on a la même thèse que la social-démocratie, qui n'a cessé d'affirmer que la situation « à l'ouest » de l'Europe était substantiellement différente de la situation « à l'est », qu'elle serait en mesure de jouer sur l'État et l'économie, etc.

Le problème à l'arrière-plan est en fait très simple à saisir. Comme le fait remarquer au congrès un délégué soviétique, il existe un profond décalage entre l'influence politique des Partis Communistes, qui grandit, et le travail organisationnel qui lui reste arriéré. Il donne plusieurs exemples, dont celui français : la SFIC a reçu en 1928 un million de voix, 300 000 travailleurs ont soutenu sa campagne, mais le nombre de membres n'est que de 52 000.

En comparaison, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie, pratiquement le modèle du genre, a obtenu également plus d'un million de voix dans un pays bien plus petit (1/7e des voix), mais lui s'appuie sur 150 000 membres.

Dans les faits, il y a une grande sympathie ouvrière pour les communistes, avec pourtant une incapacité communiste à réaliser une ligne de masses, alors que la social-démocratie est quant à elle

parvenue à se maintenir et à verrouiller de très nombreuses structures, notamment syndicales et sportives.

En Allemagne, comme le constate Thälmann, le Parti Communiste a eu 550 000 voix aux élections, la social-démocratie 9 millions, alors que celle-ci se place entièrement dans le cadre constitutionnel et n'a pas hésité à chercher la confrontation physique avec les communistes lors de la campagne électorale.

La social-démocratie parvient dans les faits à se maintenir et cela, du point de vue de l'Internationale Communiste, au moyen de son aile gauche, qui tout en légitimant l'aile droite, diffuse des illusions dans les masses sur les objectifs et la détermination à aller au socialisme.

Les masses sont trompées par la social-démocratie, qui est pourtant un facteur de soutien au régime, voire une institution directe du régime comme en Pologne où avec Pilsudski la social-démocratie s'est convertie en une fraction nationaliste « de gauche » ultra-militariste et anti-communiste.

Dans un tel contexte, Boukharine semble apporter la réponse au problème, en disant que la social-démocratie est devenue un appendice d'un capitalisme désormais organisé.

Cela va produire une ligne dans l'Internationale Communiste qui va chercher la polarisation avec la social-démocratie, au lieu de chercher à dépasser celle-ci en étant plus dense, plus profonde qu'elle. Il faudra attendre le prochain congrès pour que le principe d'engloutissement de la social-démocratie, pour ainsi dire, soit mis en place.

Il se formulera alors avec le *Front populaire*, puis pendant la guerre avec la *Démocratie populaire*.

Union et désunion dans les rangs

Dans la foulée de la présentation du bilan de la direction par Boukharine, pratiquement 90 orateurs prennent la parole. Cela est marqué par trois soucis.

Tout d'abord, il y a des orateurs du même pays, du même Parti, qui interviennent et se dénoncent les uns les autres, ou bien la majorité, la minorité, etc. Ensuite, tous ces orateurs parlent comme si tout le monde connaissait en détail la situation chez eux, ce qui est vrai de la part de la direction de l'Internationale Communiste, mais naturellement pas des délégués en général.

On a notamment les délégués américains qui intervinrent à de nombreuses reprises, s'étalant sur la situation dans leur pays et sur les problèmes internes du Parti, accaparant une énergie importante.

Cela signifie ainsi que les orateurs prennent la parole, disent qu'ils soutiennent les thèses du rapport de la direction, puis se lancent dans leur interprétation de la situation dans leur pays, dénoncent X ou Y, les accusent d'être la source des maux du Parti, rentrent dans les détails, perdant de ce fait forcément tout le monde en cours de route.

Cela ressemble, en apparence au moins, aux congrès précédents, sauf qu'il y a deux aspects bien différents. Il y a d'abord la quantité : bien plus de personnes ont prises la parole. Il y a ensuite la qualité : la présentation de la situation dans le pays et dans le Parti est à chaque fois très détaillée, très précise.

Or, à partir du moment où l'on est désormais dans une capacité opérationnelle avec un certain niveau, une certaine dimension, tout cela n'est plus possible et il faut aller de l'avant. De fait, le ménage commence à être fait. Ainsi, Hans Tittel est le seul représentant de l'aile droite du KPD au VIe congrès ; il se fera qui plus est exclure du Parti à la fin de l'année. L'expulsion des éléments d'ultra-gauche ou déviant à droite a d'ailleurs en général déjà été lancé.

Au VIe congrès, Ercoli (c'est-à-dire Palmiro Togliatti) souligne d'ailleurs qu'à part le parti italien ayant combattu tant l'ultra-gauche que les déviations droitières, tous les autres partis pratiquement ont changé de direction depuis le dernier congrès.

Que ce soit Ercoli-Togliatti qui dise cela est lourd de sens ; on sait comment après 1953 il va devenir une figure de proue du révisionnisme. C'est à cela qu'on voit un point essentiel dans l'histoire du mouvement communiste international.

L'Internationale Communiste n'est pas le Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchevik), au sens d'un Parti avec une actualité unique, une direction solidifiée, une idéologie guide. L'Internationale Communiste se veut depuis le départ un Parti Communiste Mondial, sauf que son actualité a toujours reposé sur la constitution de Partis Communistes et leur développement tant pratique qu'organisationnel.

Il y a ainsi une dimension techniciste de la part de la direction, amenant à des directives tendant au gauchisme, comme avec Zinoviev pour les cinq premiers congrès. Et lorsque la vague révolutionnaire semble passer par une période de relative stabilisation, le succès de la droite avec Boukharine amène un certain glissement pragmatique dans l'Internationale Communiste.

Cela est évidemment plus aisément visible a posteriori. Cependant, cela explique le double caractère des dirigeants de l'Internationale Communiste.

Il est en effet souvent considéré comme frappant que des figures communistes comme Maurice Thorez ou Palmiro Togliatti soient passés si facilement dans le camp révisionniste.

Cela apparaît pourtant comme bien plus compréhensible lorsqu'on porte son attention sur l'Internationale Communiste. En effet, la formation des Partis Communistes dans le monde n'a pas été celle du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchévik). Le matérialisme dialectique était bien entendu transmis, ainsi que les principes fondamentaux, mais pour ainsi dire par la bande.

La base de la formation des Partis Communistes dans le monde, c'est l'Internationale Communiste et principalement ses congrès. Or, ceux-ci portent sur l'actualité politique, les questions tactiques, parfois des questions de fond comme le rapport aux paysans, à la petite-bourgeoise... et jamais sur les questions idéologiques en tant que tel.

C'est cela qui fait que lorsqu'on a des Partis Communistes avec une réelle base, des luttes concrètes de grande ampleur, avec un niveau idéologique élevé pour des raisons historiques, notamment avec la social-démocratie auparavant, on obtient l'Allemand Ernst Thälmann, le Bulgare Georgi Dimitrov, le Tchécoslovaque Klement Gottwald.

Inversement, lorsqu'on a des Partis Communistes naissant dans un élan sérieux, mais ne parvenant pas à passer le premier cap en raison de lourdes traditions réformistes, syndicalistes

révolutionnaires, ou bien une défaite... on a le Français Maurice Thorez, l'Italien Togliatti, le Finlandais Otto Kuusinen, le Hongrois Eugen Varga.

C'est cela qui rend difficile à suivre l'Internationale Communiste, puisque des tendances erronées ou contre-révolutionnaires (comme le trotskysme) sont expulsés, sans que pour autant il y ait une base idéologique qui soit établie comme c'est le cas en URSS.

L'Internationale Communiste vise avant tout à une « méthode » pour analyser les situations et organiser les tactiques correspondantes. Et justement Togliatti devint une figure dans l'Internationale Communiste en se posant comme au-delà des conflits internes, des oppositions entre minorité et majorité. Il le fait d'autant plus aisément qu'il est italien et que face au régime fasciste, les communistes sont réduits à la portion congrue et assument un esprit unitaire.

Pareillement, Maurice Thorez va apparaître comme la figure autour duquel le ménage est fait dans la section française. Mais c'est un produit d'une exigence extérieure, venant de l'Internationale Communiste, et se réduisant à une dimension technique.

La menace très concrète de guerre contre l'URSS

Si l'Internationale Communiste est dominée en large partie par une approche techniciste, c'est que pour elle il y a urgence. Il y avait urgence, alors que la vague révolutionnaire mondial se lançait ; il y a désormais urgence par rapport à la menace d'une guerre contre l'URSS.

La Pravda du 17 juillet 1928, le jour de l'ouverture du sixième congrès, pose ainsi dans son article sur *Le Congrès communiste mondial*, évidemment en tête de ce quotidien, que :

« Premièrement, la question de la guerre se trouve posée, devant le VI^e Congrès de l'Internationale Communiste, comme la plus importante de l'ordre du jour.

La bourgeoisie prépare (et a déjà commencé sur certains points), de nouvelles guerres, tandis que la social-démocratie de chaque pays, en criant qu'elle lutte pour la paix, fait campagne contre ceux, que lui désigne la bourgeoisie de son pays.

Elle attaque l'U.R.S.S., elle attaque la révolution chinoise, elle excite les antagonismes nationaux des peuples de l'Europe et des autres parties du monde.

La question de la guerre ne saurait être posée devant le Congrès de l'Internationale Communiste, sans être liée à la question du renforcement de la lutte contre la social-démocratie et les réformistes.

C'est la deuxième des questions qu'il aura à traiter. Le Congrès devra donc élaborer les mesures pratiques, que les partis communistes doivent prendre aussi bien avant la guerre qu'au début de la guerre. »

La Pravda publia également à cette occasion un message d'Ernst Thälmann, dirigeant du Parti Communiste d'Allemagne, axant pareillement l'actualité par rapport à la menace de guerre contre l'URSS :

« Le point central des tâches, qui s'imposent à tous les partis communistes, et en particulier à la section allemande de l'Internationale communiste, est la lutte contre le redoutable danger d'une nouvelle guerre impérialiste contre l'Union soviétique.

Le capitalisme allemand, qui a repris des forces, prend également part avec zèle à la préparation de cette guerre.

Le gouvernement socialiste actuel de l'Allemagne coopérera, dans le domaine de la politique extérieure, à la préparation de la guerre. A l'intérieur du pays, il mènera la politique réactionnaire des patrons, politique qui consiste à asservir les travailleurs.

Le parti communiste, sans hésiter une minute, luttera de la manière la plus impitoyable et la plus acharnée contre ce gouvernement de social-traîtres. Il mettra en jeu tous les moyens pour déterminer les masses prolétariennes à lutter pour son renversement. »

Dès le début du congrès, Ernst Thälmann insiste sur cet aspect :

« Nous pensons que dans le moment historique présent l'Internationale Communiste saura passer sa grande épreuve du feu dans les tempêtes de la guerre à venir, tout comme le Parti russe s'est maintenue victorieusement durant la guerre mondiale. »

La menace de guerre contre l'URSS, alors que la guerre impérialiste est inéluctable, est ainsi un leitmotiv du sixième congrès ; l'Écossais Tom Bell, qui présente cette question, souligne que non seulement tout Parti Communiste doit lutter contre cette menace, mais que toutes les activités de chaque parti doit également posséder un rapport avec cela.

Au sens strict, le sixième congrès définit le parti communiste de chaque pays comme la force révolutionnaire luttant contre la crise générale du capitalisme qui s'est transformée en élan vers une guerre impérialiste relativement imminente, avec l'URSS étant à protéger à tout prix.

Eugen Varga résume le point de vue du congrès en disant :

« Camarades ! Notre congrès a comme tâche de tirer les leçons stratégiques sur la base de l'analyse des périodes passées et de constater les tâches actuelles pour les prochaines années.

Le point central du développement des prochaines années est sans aucun doute le danger de guerre : la tâche principale de l'ensemble du mouvement communiste dans ces prochaines années est de détourner le danger de guerre menaçant l'Union Soviétique. »

Les délégués des différents pays, lors de leurs interventions, accordèrent une place significative à cette question, en présentant la situation relative à cela chez eux. Le communiste italien Garlandi (en fait Ruggero Grieco) nota par exemple la situation profondément instable dans son pays et expliqua ainsi avec justesse que :

« Le fascisme ne peut plus désormais que tenter de sortir de la crise économique par la guerre. »

L'Allemand Ernst Schneller constata que l'Allemagne profitait du soutien de l'impérialisme américain, ce dernier cherchant à empêcher la concurrence d'une alliance franco-britannique. Or, de par l'immense force des monopoles en Allemagne, cela aboutit à une redynamisation rapide de l'impérialisme allemand. La menace de guerre contre l'URSS est tout à fait réelle.

Le Français Henri Barbé – quelques mois après il deviendra pratiquement le dirigeant du PCF, pour finalement rejoindre le fascisme aux côtés de Jacques Doriot - présenta les chiffres concernant la course française aux armements. Le budget de la marine avait quadruplé entre 1922 et 1928 ; le budget général des armées était en 1927/1928 le double d'avant 1914.

Le nombre d'appelés chaque année s'élève à 240 000, à quoi s'ajoutent 150 000 soldats de métier, 30 000 officiers, 45 000 gendarmes, 200 000 hommes dans les troupes coloniales.

L'Américain Jay Lovestone – qui devint par la suite rapidement un « oppositionnel » boukharinien puis un anticommuniste patenté - présenta de son côté la force incroyable de l'économie américaine, qui a pratiquement doublé en vingt ans avant 1914, puis encore doublé en dix ans depuis la fin de la guerre mondiale.

30 % du budget allait pour le renforcement de sa marine militaire ; la doctrine Monroe faisait de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale un protectorat américain. Seuls l'Argentine, le Brésil et le Chili parviennent un tant soit peu à disposer d'une certaine autonomie.

Dans ce cadre, les États-Unis se présentent comme une force de « paix » afin d'affaiblir les puissances coloniales et de conquérir des zones d'influence nouvelles. Ils sont particulièrement en concurrence avec l'empire britannique, qui a par ailleurs été chassé du Canada, passé sous la coupe américaine.

Tous ces pays poussent naturellement également à une guerre avec l'URSS, mais le pays qui est en première ligne pour cela est la Pologne.

Les foyers impérialistes de guerre et la question polonaise

Au moment du sixième congrès de l'Internationale Communiste, les contradictions inter-impérialistes battent leur plein.

La Grèce et la Bulgarie sont sous la coupe britannique, la Tchécoslovaquie et la Roumanie sous la coupe française. La Yougoslavie est au cœur d'une rivalité franco-britannique, l'Italie bien plus faible cherchant à s'y faire une place, tout en visant également l'Autriche.

À cela s'ajoute en Europe des questions nationales multiples nées du découpage de 1918 (la Hongrie a perdu une partie significative de sa population, le Sud-Tyrol autrichien est désormais italien, la Macédoine est à cheval sur plusieurs pays, etc.).

Le Bulgare Vassil Kolarov, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, souligne d'ailleurs que dès que la guerre serait déclarée, il faudrait dans les zones des nations opprimées immédiatement aller dans les montagnes pour lancer la guerre de guérilla.

L'Écossais Tom Bell présente comme suite le noyau dur de la dynamique conflictuelle inter-impérialiste :

« L' antagonisme anglo-américain est, à l'heure actuelle. l'antagonisme fondamental.

Son développement futur conduira inévitablement à la guerre. Les années qui viennent seront remplies par les préparatifs militaires et politiques de la prochaine guerre.

Ses principaux participants seront la Grande-Bretagne et l'Amérique. Cette préparation sera la clé fondamentale de la situation internationale dans la période qui vient. »

Il souligne que la prochaine guerre sera d'une ampleur bien plus grande encore qu'en 1914-1918 ; c'est un exemple tout à fait parlant de comment, dès 1928, l'Internationale Communiste a parfaitement compris la tendance historique du moment :

« Nous sommes témoins d'un développement ininterrompu du militarisme et d'une accélération gigantesque du rythme de la préparation à la guerre des pays dits grandes puissances.

Les chiffres que nous possédons montrent nettement, que la prochaine guerre impérialiste dépassera en ampleur la guerre de 1914-18. que personne n'a plus l'audace d'appeler la dernière des guerres. »

Il mentionne également un aspect essentiel, celui de la Pologne :

« Pour conclure, je veux indiquer que, précisément au moment où nous débattons au Congrès la question de l'attitude de l'Internationale Communiste devant la guerre, nous apprenons que le conflit entre la Pologne et la Lituanie s'est considérablement aggravé.

C'est le résultat inévitable des intrigues des puissances impérialistes. Ces événements doivent également nous rappeler la nécessité de renforcer notre action anti-militariste et d'exécuter les tâches, que le Congrès de l'Internationale nous impose.

Nous devons, dans les circonstances actuelles, défendre le gouvernement soviétique plus délibérément que jamais. Les derniers événements en Pologne confirment notre tactique fondamentale dans la question de la guerre, qui constitue en ce moment le problème principal, qui se pose devant l'Internationale Communiste.

Nous devons nous préparer à la crise qui vient, et qui sera indiscutablement une dure épreuve pour l'Internationale Communiste. »

La question polonaise est effectivement essentielle, alors que dans les pays voisins de l'URSS, en Lettonie, en Lituanie, en Estonie et en Finlande, sous influence britannique (et sous pression polonaise), les organisations du mouvement ouvrier sont écrasées et qu'il y a une mobilisation sur une base nationaliste des forces armées, voire même de la population.

La Pologne écrasa pareillement violemment la Hramada, une structure paysanne biélorusse regroupant 100 000 paysans.

C'est que l'expansionnisme polonais est particulièrement violent ; à sa tête, on a Józef Piłsudski, dont l'obsession est la destruction de la Russie pour laisser la place à un empire polonais.

Initialement socialiste, Józef Piłsudski prit le pouvoir par un coup d'État en 1926 et développa un régime autoritaire nationaliste anticommuniste, équivalent à celui de la Finlande. La différence était que l'expansionnisme polonais, dans la nostalgie de l'empire passée, était extrêmement violent.

La Pologne de Józef Piłsudski s'appuyait sur deux fondements :

- le prométhéisme, c'est-à-dire l'appui aux forces centrifuges en URSS pour provoquer son éclatement, ce qui signifie argent, matériel et espions envoyés en soutien aux forces nationalistes ;
- l'établissement de la Fédération entre Mers, sous l'égide de la Pologne bien entendu, englobant en plus d'elle la Lituanie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Ce dernier point est essentiel. Si le discours polonais vise à présenter cette nation de manière unilatérale comme « martyr », en réalité elle a été un empire qui n'a pas tenu. La République des Deux Nations, avec la Lituanie et la Pologne, a été une grande puissance de 1569 à 1795 ; en 1610, les forces polonaises sont à Moscou et nomment un tsar catholique pour vassaliser la Russie.

Ce fut un échec complet et la Pologne fut même ensuite rayée de la carte de 1795 à 1918, subissant alors une terrible oppression nationale autrichienne, prussienne et russe.

Józef Piłsudski intervient ici comme expression du courant polonais revanchiste, voulant refaire de la Pologne une grande puissance au cœur de l'Europe de l'Est. Une grande polémique stratégique eut d'ailleurs lieu à l'époque chez les réactionnaires, alors que la Pologne avait 27 millions d'habitants, dont un tiers de non polonais occupant toute la partie est du pays.

Le concurrent du socialiste « impérial » Józef Piłsudski était le « national-démocrate » Roman Dmowski, qui prônait une Pologne « ethniquement homogène », uniquement catholique, avec également une alliance avec la Russie. Le « camp de la Grande Pologne » de Roman Dmowski adopta toujours plus une ligne ouvertement fasciste, dans une version donc nationaliste étroite, à l'opposé de la lecture impériale de Józef Piłsudski.

Ce dernier, avec sa vision expansionniste, était évidemment un levier formidable pour les pays capitalistes pour pousser à la déstabilisation de l'URSS ; d'innombrables campagnes d'espionnage et de sabotage partirent de Pologne.

Le grand souci était qui plus est que dans toute cette fièvre nationaliste polonaise, le Parti Communiste ne parvenait pas à avancer, plafonnant en dessous de 20 000 membres, tout en se divisant en de multiples fractions scissionnistes, représentant une véritable catastrophe aux yeux de l'Internationale Communiste qui devait constamment faire la police.

Celle-ci va d'ailleurs pas moins que dissoudre en août 1938 à la fois le Parti Communiste de Pologne, le Parti Communiste de Biélorussie occidentale et celui d'Ukraine occidentale, considérant qu'ils ont été infiltrés par les services secrets polonais.

Cette situation polonaise joua un rôle immense dans la priorité stratégique soviétique de neutraliser à tout prix la Pologne en cas de guerre mondiale.

La question coloniale

Lorsque le sixième congrès de l'Internationale Communiste s'ouvre le 17 juillet 1928, la situation est à la fois totalement différente et entièrement similaire de lors du premier congrès. On vient de fêter les dix ans de la révolution d'Octobre 1917 et pourtant la vague révolutionnaire n'a pas abouti à la formation de nouveaux pays socialistes.

Pourtant, les Partis Communistes se sont formés dans le monde entier et l'agitation révolutionnaire est puissamment active, alors qu'il est clair que les États capitalistes se précipitent dans une nouvelle guerre mondiale.

Dès le départ, mentionnant la terrible répression anticommuniste dans les pays capitalistes, Boukharine mentionne un pays où une incroyable effervescence se produit : la Chine. Tel est le panorama : d'un côté, une défaite de la vague immédiate suivant la révolution russe, de l'autre un prolongement de la vague générale, impliquant cependant des complexités innombrables dans son processus.

Et, dans ce cadre, la question coloniale apparaît comme ayant pris une importance capitale. C'était prévu, depuis le début l'Internationale Communiste cherche à être en mesure d'aborder correctement cette question, d'en faire un aspect solide de son identité. Le sixième congrès ici est un tournant, puisque c'est enfin chose faite.

Si les trotskystes peuvent aussi aisément dénoncer le « recul » de la radicalité de l'Internationale Communiste, c'est parce qu'ils se focalisent sur les pays européens et nient les révolutions dans les pays dominés ; ils ne « voient » ainsi pas l'énorme activité de l'Internationale Communiste.

C'est le japonais Katayama Sen qui, au début du sixième congrès, résume bien cet aspect, dans un manifeste sur la révolution chinoise rédigée par les communistes américains, anglais et japonais, soit ceux des principales puissances impérialistes alors :

« Le sixième congrès voit comme une de ses principales tâches l'organisation des forces internationales du prolétariat en soutien de la lutte national-révolutionnaire et une accélération de la victoire de la révolution chinoise. »

C'est le Finlandais Otto Kuusinen, lors de la 29^e session (il y en eut 46 en tout), qui exposa les questions du mouvement révolutionnaire dans les colonies ; il explique à ce sujet que :

« La Chine est le seul pays colonial où nous ayons un parti massif. Dans les autres colonies et semi-colonies, même dans les plus importantes, nous ne possédons pas de véritable parti. Notre tâche la plus importante, dans les pays coloniaux, consiste par conséquent à y créer des partis communistes (...) » .

Nous avons été témoins du soulèvement de la première grande vague du mouvement révolutionnaire colonial : d'abord dans l'Inde et en Égypte, ensuite en Chine, en Indonésie, etc. Cette première vague a été repoussée.

Mais déjà la seconde vague révolutionnaire approche.

Elle doit aboutir à la libération des peuples coloniaux, grâce à la lutte des masses ouvrières et paysannes. Les décisions du VI^e Congrès mondial serviront de guides au mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan des pays coloniaux. »

De fait, pour la première fois, un congrès de l'Internationale Communiste affronte réellement la question coloniale, et elle le fait de manière très approfondie. Il y a deux raisons pour cela. La première, c'est qu'il a fallu disposer de relais dans les pays coloniaux et si au départ il n'y avait que des éléments isolés, il y a désormais de vraies structures dans certains pays.

De l'autre, la vague de la révolution mondiale s'était déportée en Asie. La Chine est en effervescence, mais l'insurrection de Canton en 1927 a échoué, scellant par là la tentative seulement urbaine et ouvrière et réfutant définitivement le trotskysme en Chine. L'avenir est désormais à la ligne de Mao Zedong.

La question qui se pose justement alors est la suivante : si effectivement il faut bien mobiliser les paysans (et donc Trotsky a tort avec sa révolution permanente censée être purement ouvrière, sans étapes), comment faut-il interpréter la situation de la bourgeoisie nationale ?

De plus, dans certains pays, il y a des mouvements nationaux-révolutionnaires aux velléités indépendantistes, et même des courants panislamiques. Comment les interpréter ?

Le congrès réfute déjà une théorie, celle de la « décolonisation ». Certains pensent que l'Inde s'industrialise ; selon les économistes bourgeois, elle serait déjà dans les huit principaux pays industriels. Cette conception nie que l'impérialisme parasite les pays opprimés, elle est réfutée.

Il est également constaté que la social-démocratie n'a aucune ligne concernant la question coloniale. Elle a abandonné les positions d'avant 1914 et se contente désormais d'accompagner la modernisation impérialiste dans les colonies, sous des prétextes de réformes.

Restait à savoir quelle ligne adopter. Concrètement, cela concerne quelques pays en particulier, là où il y a suffisamment de cadres communistes bien implantés pour avoir un impact national : la Chine bien sûr, mais également l'Inde et l'Indonésie, ainsi que l'Indochine. Il ressort, surtout de l'expérience chinoise, qu'il faut faire de la bourgeoisie nationale une alliée, mais nullement s'y subordonner.

La question se posait pareillement en Amérique latine, où si les luttes de classes se développaient, elles n'avaient pas le niveau d'affrontement asiatique. Les communistes avaient des partis significatifs au Brésil et au Mexique désormais.

Cependant, en Argentine les problèmes internes posaient un réel souci ; en Colombie il existe un Parti socialiste révolutionnaire qui deviendra le Parti Communiste Colombien en 1930, mais il existe en son sein une forte orientation syndicaliste-révolutionnaire.

Au Pérou il se formera à la fin de l'année 1928, sous l'impulsion de José Carlos Mariategui, un Parti Socialiste péruvien adhérant à l'Internationale Communiste et devenant le Parti Communiste péruvien en 1930. Au Venezuela, le Parti se formera en 1931.

Le souci est que ces pays étant formellement indépendants, les communistes avaient beaucoup de mal à saisir leur nature semi-coloniale. Pour eux, leur pays était réellement indépendant, même s'il était influencé. La lecture des rapports entre les classes était pour cette raison malaisée.

La présence de l'impérialisme américain était pourtant flagrante ; entre 1912 et 1928, les investissements américains avaient augmenté de 82 % au Pérou, de 676 % au Brésil, de 1026 % en Argentine, de 2906 % au Chili, de 5300 % au Venezuela, de 6000 % en Colombie.

L'Internationale Communiste constatait bien qu'il y avait d'un côté les grands propriétaires terriens, de l'autre une bourgeoisie. Mais elle distinguait en fait mal comment la bourgeoisie consistait en la bourgeoisie nationale, la bourgeoisie compradore servant d'intermédiaire et en la bourgeoisie bureaucratique qui est, elle, vendue à l'impérialisme.

Elle ne maîtrisait pas encore le principe du capitalisme bureaucratique, capitalisme déformé au service de l'impérialisme. Cela ne sera lisible qu'avec le maoïsme et en attendant les communistes bataillent pour interpréter des mouvements bourgeois d'apparence libérale, voire même libéral en tant que tel, mais inconstant, oscillant, etc.

Or, cela a une conséquence fondamentale. En effet, si l'on ne comprend pas le capitalisme bureaucratique, on voit qu'un pays peut être une semi-colonie avec des grands propriétaires terriens, mais on ne sait pas où est l'aspect principal.

Dans les faits, il s'agit du semi-féodalisme, car il est l'arriération permettant la domination impérialiste. Mais en l'absence de cette compréhension, on oscille alors entre une affirmation anti-impérialiste et une lutte anti-féodale, sans savoir quel est le fil conducteur.

L'Internationale Communiste prônait ainsi bien une révolution en deux étapes ininterrompues : d'abord une phase révolutionnaire bourgeoise-démocratique, ensuite une phase prolétarienne. Mais la première était mal ou pas définie et le passage naturel de l'un à l'autre était encore peu clair et plus deviné qu'autre chose.

Cela se relie particulièrement à la question de la mobilisation des masses opprimées par le colonialisme, notamment pour les pays dominés par un autre pays où il y a un Parti Communiste qui existe de manière relativement forte. La France est bien entendu concernée, avec la question du soutien aux communistes d'Afrique du Nord ; il y a également la Hollande avec l'Indonésie.

À ce sujet, l'Italien Ercoli (c'est-à-dire Palmiro Togliatti) dit que :

« J'estime que le défaut fondamental de l'activité de nos sections dans les colonies, défaut qui est peut-être une conséquence de tendances plus ou moins inspirées par la social-démocratie, est que nous ne cherchons pas suffisamment à établir la liaison avec les mouvements des indigènes.

Dans les colonies elles-mêmes, nous devons lutter contre le réformisme et montrer au prolétariat des pays dits civilisés, au prolétariat naissant des colonies, nous devons leur montrer à tous, dans notre lutte quotidienne, le seul chemin qui les mènera à la libération.

En même temps, ils doivent comprendre que la voie des compromis, proposés par la social-démocratie, conduit à la coopération avec l'impérialisme et que la victoire n'est possible que sous le drapeau du prolétariat, qui lutte sciemment pour la libération du monde entier, sous l'étendard de l'Internationale Communiste. (Applaudissements.) »

Concrètement, le mouvement communiste international ne parviendra effectivement jamais à passer le cap et à se développer en Afrique, à part dans les pays d'Afrique du Nord, ainsi qu'en Afrique du Sud.

La question américaine

Ce qui apparaît, bien après le sixième congrès et en profitant du recul, c'est que la clef est la question américaine. Il y a deux aspects : d'un côté, la question de l'implantation réelle du Parti Communiste, de l'autre le développement du capitalisme qui y a lieu.

Ce qui est marquant, déjà, c'est que dans ce pays marqué par un important chômage provoqué par la rationalisation de la production, le Parti Communiste n'arrive pas à avancer, alors que l'impérialisme américain a profité inversement de manière absolue de l'affaiblissement des capitalismes d'Europe de l'Ouest.

L'impérialisme américain est agressif et progresse à pas de géants, cependant les communistes de ce pays ne parviennent pas à déborder la réforme malgré les énormes complications sociales provoquées par la dynamique capitaliste américaine.

On l'aura compris, ils n'arrivent pas à saisir les États-Unis comme réalité historique et courent derrière des questions sociales, sans disposer d'une mise en perspective.

Le Parti Communiste des États-Unis n'a de ce fait pas réussi à intégrer des afro-américains et il ne comprend pas pourquoi, alors qu'il a levé le drapeau de l'internationalisme.

Il faudra attendre les années suivant le congrès pour un intense travail en ce domaine, sous l'impulsion de Harry Haywood théorisant cet aspect. Il résumera son point de vue en 1948 dans l'ouvrage *Negro Liberation*, Harry Haywood devenant la figure majeure de la question afro-américaine du point de vue communiste ; après 1953 il réfutera le révisionnisme et sera un ardent partisan de Mao Zedong.

Il y a ensuite la question de l'analyse de l'approfondissement du mode de production capitaliste, de son enracinement dans le 24 heures sur 24 de la vie quotidienne. L'Internationale Communiste passe complètement à côté de cette question ; pour eux, la question est pliée, le capitalisme n'aura de toutes façons pas le temps de se développer.

Seul Boukharine cherche à analyser en profondeur ce qui se déroule aux États-Unis, mais il passe totalement à côté du sujet.

Il prétend ainsi que :

« Ces transformations techniques, qui, dans certains pays, en premier lieu aux États-Unis et en Allemagne, constituent presque un bouleversement technique, sont liées à la

« trustification » de l'économie nationale, à la création de consortiums bancaires colossaux et à la progression des tendances au capitalisme d'État sous des formes diverses.

Sous de nouvelles formes, se développe de plus en plus le processus d'unification des trusts, cartels, consortiums bancaires, avec les organes d'État de la bourgeoisie impérialiste.

Nous le constatons en Italie au Japon, aux États-Unis, en Allemagne, sous les formes les plus diverses. C'est ainsi que (aux États-Unis) Hoover peut être appelé à juste titre le "directeur général des trusts." »

C'est là considérer un « capitalisme organisé » et non pas voir le développement en écho du capital en activité dans des secteurs toujours plus divers. Il y a pour cette raison une lecture quantitative du décalage entre les États-Unis et les autres pays, sans compréhension de la qualité acquise par le développement capitaliste américain, qui ne connaît pas de limites.

Pour lui, la crise aboutit à la disproportion entre le capitalisme américain et les autres capitalismes, et il ne voit pas l'autre aspect que la disproportion constitue également un développement inégal, que les États-Unis sont le lieu du capitalisme s'élançant librement.

Boukharine se heurte très clairement à cette question :

« J'ai déjà mentionné le fait du passage de la situation directement révolutionnaire d'Europe en Orient et dans la périphérie coloniale en général. C'est également le résultat de la crise d'après-guerre, mais les puissants troubles révolutionnaires, sur cette périphérie du capitalisme, ne sont-ils pas l'expression d'une crise profonde?

Ensuite, que signifie la disproportion entre les États-Unis et l'Europe, qui essaye de se libérer de l'hégémonie américaine ? Cette disproportion signifie également un changement dans la structure du système de l'économie mondiale.

Enfin, le rétrécissement des marchés à l'intérieur des pays capitalistes, la ruine et le paupérisme dans les colonies, en transformant la question des relations mutuelles entre la production et la consommation, sont loin de constituer des conditions « normales » pour le capitalisme. »

Ainsi, la guerre est ici un produit mécanique d'un objectif : conquérir des territoires ; on retombe sur la conception erronée de Rosa Luxembourg. C'est particulièrement clair lorsque Boukharine dit que :

« Nous observons à l'heure actuelle une série d'antagonismes des plus aigus, qui se développent dans diverses directions : Amérique-Grande-Bretagne, Allemagne-France, Italie-France, etc. (...).

Prenons par exemple les États-Unis d'une part et l'Angleterre, d'autre part. Nous observons un fort développement du capitalisme américain, tandis que les États-Unis ne sont pas jusqu'ici une grande puissance coloniale.

L'Empire mondial de la Grande-Bretagne est un empire colonial. Or, on peut précisément dire de l'Angleterre qu'elle subit une période de décadence, malgré son puissant monopole colonial.

Un décalage similaire se retrouve également dans d'autres pays.

Prenons l'Allemagne actuelle : au point de vue économique-technique, c'est un pays de « première rang » cependant elle n'a ni colonie, ni mandat, ni protectorat. Il est pareillement intéressant de comparer l'Italie avec l'Espagne, et ainsi de suite.

Mais comme ces antagonismes sont liés à la croissance des forces productives, ils provoqueront un nouveau partage du monde, des colonies ou d'autres territoires. Et cela signifie la guerre.

Il résulte de l'analyse économique générale de l'économie mondiale présente, du point de vue des rapports spécifiques entre les pays impérialistes, du point de vue de la crise générale du capitalisme, à partir de tous ces points décisifs, que la guerre constitue le problème capital du jour. »

Boukharine rate en fait le développement américain, qu'il ne parvient à lire que dans ses rapports avec le reste du capitalisme mondial. Cela va empêcher d'analyser le capitalisme américain dans sa particularité, et donc de prévoir la crise de 1929, alors que l'Internationale Communiste anticipait déjà des troubles profonds à ce niveau aux États-Unis.

De là viendra l'incapacité à voir comment la particularité américaine va se généraliser à l'ensemble des pays capitalistes après 1945.